

SAINT-LOUIS-DU-MILE-END

DE LA CAMPAGNE À LA VILLE



**SAINT-ENFANT-JÉSUS DU MILE-END • LES PREMIERS MOIS D'UN VILLAGE
LA FAMILLE BAGG • AGATHE PERRAULT NOWLAN
LE MYSTÈRE DE LA CRYPTÉ DE SAINT-ENFANT-JÉSUS
LE TERRAIN DE L'EXPOSITION PROVINCIALE
« MONTREAL ANNEX », UNE BANLIEUE HAUT DE GAMME**

SOMMAIRE

NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ
Événements 3

HOTEL DE VILLE DE VILLE SAINT- LOUIS
Illustration de Marie-Josée Hudon 4

ÉDITORIAL
Yves Desjardins 5

**SAINT-LOUIS DU MILE END :
LES PREMIERS MOIS D’UN VILLAGE**
Yves Desjardins 6

LA FAMILLE BAGG ET LE MILE END
Justin Bur et Janice Hamilton 8

**AGATHE PERRAULT, VEUVE
ET PHILANTHROPE**
Raymond Perrault..... 10

LE MILE END EN IMAGES
Yves Desjardins 12

**AUX ORIGINES DE LA PAROISSE DE
SAINT-ENFANT-JÉSUS DU MILE END,
1848-1875**
Jean-Claude Robert 14

**L’ÉNIGME DE LA CRYPTÉ
DE SAINT-ENFANT-JÉSUS**
Kevin Cohalan 16

L’ÉCOLE SAINT-LOUIS EN PHOTOS
Yves Desjardins et Gabriel Deschambault 17

**LE TERRAIN DE L’EXPOSITION
AU MILE END**
Yves Desjardins et Justin Bur 18

**MONTREAL ANNEX ET L’AVENUE
DU PARC : LA FIN D’UN BOULEVARD
RÉSIDENTIEL HAUT DE GAMME**
Yves Desjardins 20

**CHRONIQUE DU CENTRE DE
DOCUMENTATION ET D’ARCHIVES**
Huguette Loubert 22

PAGE DE COUVERTURE :

Le « Mount-Royal Departmental Store » s’installe en 1906 angle de l’avenue du Mont-Royal et du boulevard Saint-Laurent. Il est intéressant de rappeler que cette dernière voie ne porte le nom de boulevard que depuis l’année précédente. Ce grand magasin vient alors donner ses lettres de noblesse à ce nouveau « secteur nord » de Montréal. Tiré de l’ouvrage « North End » Archives de la Ville de Montréal P28-Z-D1

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D’HISTOIRE DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Automne 2023 • Vol. 18, no 3

Rédacteur invité Yves Desjardins
Rédacteur en chef: Gabriel Deschambault
Correctrice: Sylvie Roy
Infographiste: Alejandro Natan

Comité du bulletin
Huguette Loubert, Justin Bur, Gabriel Deschambault.

Le bulletin est publié quatre fois par année,
les 21 mars, juin, septembre et décembre.

Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)
et Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

**SOCIÉTÉ D’HISTOIRE DU
PLATEAU-MONT-ROYAL**
Centre de services communautaires du Monastère
4450, rue Saint-Hubert, local 419
Montréal H2J 2W9
514 563-0623
www.histoireplateau.org

Conseil d’administration
Lorraine Decelles, présidente
Gabriel Deschambault, vice-président
Robert Ascah, trésorier
Huguette Loubert, administratrice et directrice
du Centre de documentation et d’archives
Ange Pasquini, webmestre
Justin Bur, Jean Rey-Regazzi, Sylvie Roy,
Myriam Wojcik, administratrices et administrateurs



RUBA GHAZAL
DÉPUTÉE DE MERCIER

1012 Mont-Royal E.,
#102
Montréal, Qc
H2J 1x6
514-525-8877

ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

✉ ruba.ghazal.merc@assnat.qc.ca
Suivez Ruba sur   



**STEVEN
GUILBEAULT**

Député de
Laurier—Sainte-Marie

800 De Maisonneuve Est, Bureau 1010
Montréal (Québec) H2L 4L8
514-522-1339
Steven.Guilbeault@parl.gc.ca

NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ

UN FILM SUR LUDIVINE LACHANCE

À l'été 2017, la Société d'Histoire du Plateau consacrait un numéro entier à l'Institution des Sourdes-Muettes. Deux articles traitaient de Ludivine Lachance, sourde, muette et aveugle. Richard Ouellet, notre président-fondateur, réédita ensuite au printemps 2018 le livre *Hors de sa prison* de Corinne Rocheleau, publié en 1927. Il entreprit aussi des démarches avec le milieu du cinéma en vue de réaliser un film sur Ludivine. Il y travaillait toujours peu avant son décès.

Le cinéaste Jean-Pierre Gariépy s'intéressa au projet et après plusieurs recherches, il a trouvé un producteur (Ian Boyd – Les Films de l'Île) puis a déposé un projet de documentaire. Cet été, la SODEQ acceptait de financer le développement du projet. Un rêve de Richard qui va se réaliser !

DEUX NOUVEAUX VISAGES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lors de la dernière assemblée générale de votre société, des élections ont été tenues et à la suite des départs d'Amélie Roy-Bergeron et de Michel Gagné, deux postes étaient à pourvoir au conseil d'administration de la SHP. Avec les deux mises en candidature proposées, les débats ont été courts et l'assemblée a donc entériné l'élection de Sylvie Roy et de Jean Rey-Regazzi.

Sylvie Roy était déjà présente dans nos rangs depuis quelques temps comme bénévole et agissait entre autres comme réviseuse des textes de nos bulletins ; elle s'implique également dans notre programme de balades historiques. Après une carrière à l'UQAM, elle possède une vaste expérience dans de multiples domaines touchant la rédaction, les communications et la langue.

Jean Rey-Regazzi, quant à lui, est formé en histoire de l'art, muséologie et patrimoine. Il s'intéresse également à la communication et la diffusion de l'histoire. Il occupe depuis quelques temps la direction générale de la Fédération Histoire Québec, l'organisme qui réunit l'ensemble des sociétés d'histoire québécoises et dont la SHP fait partie. Il est également rédacteur en chef du magazine Histoire Québec.

VOTRE SOCIÉTÉ ENGAGE UN VIRAGE IMPORTANT

Lorsque nous avons élaboré en 2019 notre Plan stratégique suivi de notre Plan d'action, nous avons signalé l'importance d'assurer la relève et de resserrer les liens avec nos membres et le public.

Un élément essentiel de cet objectif est l'existence même du Centre de documentation et d'archives et sa vitalité. Depuis sa création en 2011, Huguette Loubert le dirige et assure une permanence afin de permettre son ouverture au public le mardi; une exigence lourde étant donné ses nombreuses autres responsabilités au sein de la SHP.

Elle souhaite maintenant alléger ses tâches et quitter ce poste. Au cours des derniers mois et après de longues discussions, le conseil d'administration a voté pour l'engagement d'une personne trois jours semaine, pour lui succéder.

Le comité de sélection a retenu la candidature de Nathalie Bandulet qui possède une large expérience et toutes les qualités nécessaires pour assurer cette relève et prendre aussi en charge les communications, assumées jusqu'à récemment par Amélie Roy-Bergeron. Elle est en poste depuis le 12 septembre.

Nous nous souhaitons mutuellement une collaboration riche et profitable pour le futur.

NOS BALADES HISTORIQUES

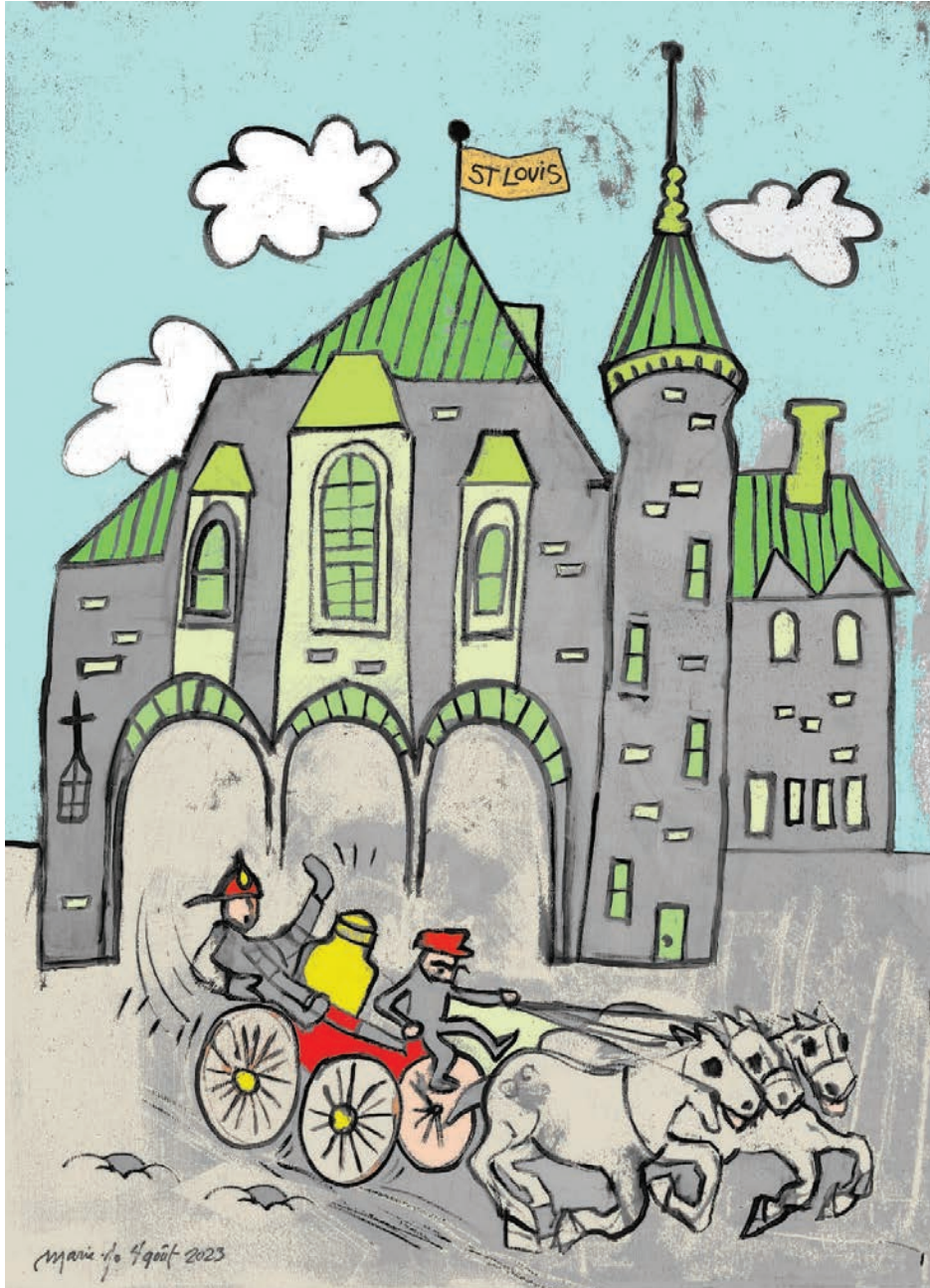
Notre webmestre Ange Pasquini a travaillé fort afin de dénicher une plate-forme nous permettant d'améliorer la gestion de nos balades historiques dans le quartier. Un logiciel de billetterie convivial, où les participants réservent et paient leur billet à l'avance, simplifie grandement l'accueil du public lors des départs de visites.



4701 rue Saint-Denis,
514 840-0666



HÔTEL DE VILLE DE VILLE SAINT-LOUIS



Cela fait presque 120 ans que les pompiers sortent de ce magnifique édifice sur les chapeaux de roues. Inauguré en décembre 1905 le bâtiment loge l'Hôtel de Ville, une caserne de pompiers, un poste de police et la cour municipale de Ville Saint-Louis. Donc, tout ce qu'il faut afin de faire tourner rondement cette jeune ville très dynamique. Conçu par l'ingénieur et architecte Joseph-Émile Vanier, l'édifice rappelle les châteaux français de la Renaissance. La caserne existe depuis si longtemps, que même le Musée des pompiers a décidé de s'y installer.

Gabriel Deschambault



*Tableau de Marie-Josée Hudon,
artiste portraitiste et fondatrice du*

Musée
des Grands Québécois
Une autre **forme** de **mémoire**
www.mdgq.ca

ÉDITORIAL



Yves Desjardins
Membre de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal,
administrateur de Mémoire du Mile End,
auteur de *l'Histoire du Mile End*, paru en 2017 aux éditions du Septentrion

Le toponyme Mile End a des origines anciennes puisqu'il était connu des Montréalais depuis les débuts du XIX^e siècle. Presque tombé dans l'oubli au XX^e siècle, il renaît pendant les années 1980 : il désigne un quartier multiethnique, coïncé entre Outremont et le Plateau Mont-Royal dont la frontière se situe alors aux environs de la rue Saint-Denis. Même s'il fait maintenant partie de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, le Mile End conserve toujours une forte identité distincte.

Justin Bur et Janice Hamilton, une généalogiste descendante de la famille Bagg, présentent cette famille, propriétaire pendant plusieurs générations des terres du Mile End situées du côté ouest de la rue Saint-Laurent. C'est d'ailleurs à l'un de leurs aïeux, le boucher d'origine britannique John Clark, que l'on doit d'avoir introduit le toponyme Mile End à Montréal. Du côté est de Saint-Laurent, une bonne partie du territoire appartenait à une autre dynastie familiale : les Beaubien. Également très impliqués dans la création et le développement d'Outremont, cette famille, raconte Yves Desjardins, a joué un rôle clef dans création, en 1878, de la municipalité de Saint-Louis-du-Mile-End.

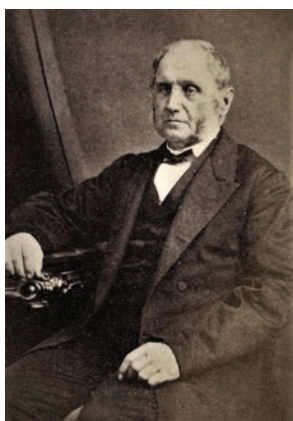
L'historien Jean-Claude Robert nous explique pour sa part le rôle joué par l'institution paroissiale à une époque où l'État joue un rôle minimal : l'Église est alors bien plus qu'une institution spirituelle ; c'est elle qui s'occupe, particulièrement auprès des démunis, de l'éducation, des services sociaux et des soins de santé. Dans le cas du Mile End, Ignace Bourget crée la paroisse Saint-Enfant-Jésus lorsque ce territoire rural commence à s'urbaniser : son église, qui ouvre ses portes en 1858, est la plus ancienne du Plateau Mont-Royal.

Pour arriver à ses fins, l'évêque s'appuie aussi sur la générosité de grandes familles bourgeoises : Raymond Perrault nous dresse le portrait de son aïeule, Agathe Perrault-Nowlan. Moins connue que sa célèbre

cousine, Émilie Gamelin, fondatrice des Sœurs de la Providence, elle n'en a pas moins joué un rôle essentiel en soutenant plusieurs de ses œuvres, notamment au Mile End. On lui doit le couvent de la Providence, situé à côté de l'église Saint-Enfant-Jésus face au parc Lahaie. L'église contient aussi une crypte où furent ensevelis Agathe Perrault-Nowlan ainsi que plusieurs membres de la famille Beaubien : un certain mystère, écrit Kevin Cohalan, règne toujours sur le sort de ces sépultures.

Après le décès d'Agathe Perrault-Nowlan, en 1871, sa succession met en vente son important patrimoine agricole, situé à cheval entre l'est d'Outremont et l'ouest du Mile End. Yves Desjardins nous raconte un épisode de l'urbanisation de ce territoire, lorsque des promoteurs venus de Toronto le lotissent à partir de 1891. Ils veulent faire de l'avenue du Parc, située au cœur de leur ambitieux projet nommé Montreal Annex, un boulevard résidentiel haut de gamme. La frontière de l'Annexe se situe à la hauteur de l'avenue Fairmount : plus au sud, nous expliquent Justin Bur et Yves Desjardins, le quadrilatère situé entre le boulevard Saint-Joseph, l'avenue du Mont-Royal, l'avenue du Parc et la rue Saint-Urbain, ne s'urbanise qu'à partir des années 1900 ; car tout ce territoire était auparavant le site de l'Exposition provinciale agricole.

Avec la forte croissance de Montréal, fin XIX^e début XX^e siècle, le Mile End rural, devenu la Ville de Saint-Louis en 1895, se transforme rapidement en une banlieue densément peuplée. Ses élus ont des rêves de grandeur : en témoignent la création du boulevard Saint-Joseph, en 1905, et du nouvel hôtel de ville, de style château, inauguré la même année, dessiné par Marie-Josée Hudon. Il n'accomplira cependant que fort brièvement cette fonction : lourdement endettée, Ville Saint-Louis est annexée par Montréal le 1^{er} janvier 1910. C'est aujourd'hui la Caserne 30 du Service de sécurité incendie de Montréal.



Pierre Beaubien, 1875 (BAnQ)



Yves Desjardins

SAINT-LOUIS DU MILE END : LES PREMIERS MOIS D'UN VILLAGE

Le village de Saint-Louis-du-Mile End est incorporé le 9 mars 1878. Côte-Saint-Louis, créé 30 ans plus tôt, est ainsi amputé de sa partie ouest, celle qui va des environs de l'actuelle rue Henri-Julien jusqu'aux limites d'Outremont, soit la rue Hutchison. La création du nouveau village est le fruit des tensions qui opposent la famille Beaubien – grands propriétaires fonciers à Outremont et au Mile End – aux clans de carriers enracinés depuis plusieurs générations dans la partie est de Côte-Saint-Louis, centré à la hauteur de l'actuelle rue Berri, entre Laurier et Saint-Grégoire. Député conservateur et orateur de l'Assemblée législative du Québec, Louis Beaubien est également l'un des fondateurs du Chemin de colonisation du nord de Montréal, le célèbre « P'tit train du nord » du curé Antoine Labelle.

L'amertume est encore vive pour une partie des résidents de Côte-Saint-Louis, quelques semaines après la séparation de sa partie ouest. C'est l'un des thèmes locaux qui domine la campagne électorale provinciale du printemps 1878. *La Minerve*, journal conservateur partisan de Louis Beaubien, rend compte ainsi d'une assemblée contradictoire tenue à l'hôtel de ville de Côte-Saint-Louis, à l'angle des rues Saint-Denis et Saint-Louis (Laurier aujourd'hui) :

M. Dugas [l'adversaire libéral de Louis Beaubien] s'était fait accompagner par une bande de voyous [...], qui, mêlés aux voyous qui fleurissent en abondance autour des carrières, formèrent un groupe d'une soixantaine de personnes au milieu de la rue St-Louis. [...]

M. Dugas refit son sempiternel discours aux applaudissements et aux bravos du groupe susmentionné. M. Beaubien lui infligea deux démentis [...]. Il voulut continuer, mais le groupe en question ne le lui permit pas. [...] Finalement, M. Beaubien dut se retirer devant les projectiles qui commençaient à pleuvoir autour de lui. [II] quitta

la salle avec quelques amis et se rendit à son comité de St-Louis du Mile End¹.

Le même journal ajoute que lors d'une autre assemblée, tenue sur le parvis de l'église paroissiale après la messe du dimanche, « le grand reproche [qu'on] fit à M. Beaubien fut d'avoir travaillé à diviser en deux la municipalité du village de la Côte-Saint-Louis². » Cette animosité tient en grande partie à la question des chemins de fer, qui domine la politique québécoise d'alors. Comme plusieurs autres municipalités, Côte-Saint-Louis s'était engagée à verser une subvention de 25 000 \$ au nouveau chemin de fer. Le subside tenait cependant à une condition : que la gare soit installée à l'intersection des avenues Henri-Julien et Mont-Royal, à proximité de la partie la plus peuplée du village, ainsi que du village adjacent de Saint-Jean-Baptiste qui avait lui aussi promis une subvention.



Photo de Louis Beaubien, 1880, studio Livernois, BAnQ, P560_S2_D1_P0062.

Or, il s'avère que la gare sera plutôt construite plus au nord, dans un secteur encore inhabité, mais qui, accusent les adversaires de Louis Beaubien, se trouve au milieu de sa ferme, « à l'emplacement de sa grange ». En réaction, Côte-Saint-Louis refuse de payer la somme promise. Le village imite ainsi Montréal, également mécontente du tracé prévu pour la voie ferrée, et qui avait promis 1 million de dollars, ainsi que plusieurs autres municipalités. Il faut dire que le trajet qu'empruntera le chemin de fer sur la rive nord entre Montréal et Québec suscite convoitise et spéculations ; tout le monde réclame qu'il traverse son territoire. De plus les coûts sont énormes et les promoteurs à bout de ressources. Québec fusionne donc deux compagnies privées en 1875 et assume leurs obligations financières en créant la Québec, Montréal, Ottawa & Occidental. Mais, trois ans plus tard, même le gouvernement du Québec est à court de moyens pour financer l'entreprise : il adopte alors une loi qui oblige les municipalités à verser les subventions promises. Celles-ci renâclent évidemment, et c'est l'une des causes des élections provinciales anticipées du printemps 1878³. Même si les libéraux obtiennent la majorité à l'échelle de la province, Louis Beaubien est

réélu sans difficultés dans son comté d'Hochelaga⁴. Il faut dire qu'il n'était pas dépourvu d'alliés : au cours des années suivantes, les élus du nouveau village sont majoritairement des commerçants et des entrepreneurs, regroupés autour de la rue Saint-Laurent. Ils ont des intérêts dans l'urbanisation d'un ancien territoire rural et sont visiblement convaincus que la nouvelle gare y contribuera grandement.

La famille Beaubien fera également preuve de patience, puisqu'il faudra attendre 20 autres années pour qu'un quartier industriel se développe sur ses terres, de part et d'autre de la voie ferrée. Mais Louis Beaubien (qui décède en 1913) et ses fils, Charles, Joseph et Louis de Gaspé, seront aux premières loges lorsque les anciens pâturages, carrières de pierre et dépotoirs, seront remplacés par les manufactures et triplex qui dominent encore aujourd'hui l'est du Mile End et la Petite-Patrie.

Mémoire du Mile End a créé une reconstitution virtuelle de l'ancienne gare du Mile End et du secteur environnant. La vidéo peut être vue à cette adresse : <http://memoire.mile-end.qc.ca/fr/gare/>



La nouvelle gare du Mile End en 1911. Archives du Canadien Pacifique, A12742.

1. « Bulletin politique », *La Minerve*, 16 avril 1878, p. 1
2. Ibid. Il s'agit de l'église Saint-Enfant-Jésus, située face au parc Lahaie, rue Saint-Dominique.
3. La loi a été désavouée par le lieutenant-gouverneur, d'obédience libérale, Luc Letellier de Saint-Just. Il confie ensuite le gouvernement aux libéraux, même s'ils sont minoritaires à l'assemblée. Les conservateurs, qui crient au coup d'état, obtiennent la dissolution de la chambre.
4. La circonscription englobait Côte-Saint-Louis et le Mile End, mais également les villages et les villes – comme Saint-Henri – qui entouraient la ville de Montréal d'alors.



LA FAMILLE BAGG ET LE MILE END

Par Justin Bur, membre de la SHP et de Mémoire du Mile End
avec Janice Hamilton, généalogiste de la famille Bagg

ON parlait du Mile End dans la *Gazette de Montréal*, pendant l'été 1815. En juillet et août, Stanley Bagg tente de vendre « une terre située près de l'Auberge de *Mile-End*, à environ deux milles de la ville ». Début août s'ajoute un drame : « ÉCARTÉE ou VOLÉE sur le Pacage de STANLEY BAGG, à l'auberge de *Mile-End*, vers la fin de Juin dernier, un CHEVAL BAI, âgé d'environ 10 ans¹... » Stanley Bagg (1788–1853) était déjà connu des Montréalais. Il tenait avec son père Phinéas l'auberge de Mile End, située au coin nord-ouest des actuelles rues Saint-Laurent et Mont-Royal. En face se trouvait la piste de courses², la première de Montréal, aménagée en 1811 – un mille de tour de piste sur un terrain englobant le futur parc Jeanne-Mance et plus encore. De l'autre côté de l'auberge vers le nord, les Bagg disposaient d'une étendue longue de 2,5 km et large de 400 m utilisée comme pâturage (le sol « sablonneux et veule³ » n'étant pas propice à la culture). Les services d'hébergement de vaches et de chevaux dans le pacage de P. & S. Bagg étaient annoncés chaque printemps depuis 1809.

Toutes ces activités, toutes ces terres, même le nom Mile End, étaient des choses reprises de John Clark (1767–1827), originaire de Durham en Angleterre, boucher de métier. Après son arrivée à Montréal vers 1797, il est nommé inspecteur de bœuf et de porc – un poste d'une certaine importance – et il met ses économies dans l'acquisition de terres. À partir de 1804, il assemble la vaste « Mile End Farm » de part et d'autre de l'auberge. En 1808, on trouve sa propre annonce dans la *Gazette* : « Bon Pacage pour les chevaux et les vaches au bout du Faux-bourg St. Laurent », signée « JOHN CLARKE⁴. Mile End, 21 Avril, 1808. » Cette annonce est (dans l'état actuel des connaissances) la première mention écrite du nom Mile End à Montréal⁵. En 1809, comme on a vu, le service de pacage est repris par les Bagg ; l'année suivante, Clark loue toutes ses terres du Mile End aux Bagg pendant sept ans⁶.

L'association Clark–Bagg se poursuit après la fin du bail, car Stanley Bagg épouse Mary Ann Clark, enfant

unique de John, en août 1819. Pour l'occasion, John Clark fait cadeau à sa fille d'une maison (coin sud-est de Saint-Laurent et Prince-Arthur) entourée de 9 ha de terrain. Le don est fait cependant avec l'exigence que la propriété soit transmise aux trois générations suivantes, ce que la loi civile française appelle une *substitution*. Entre-temps, Mary Ann et sa famille pouvait y vivre et bénéficier des revenus. Même si on voulait en découper des lots à bâtir, le produit de ces ventes devait demeurer partie du patrimoine des arrière-petits-enfants. John Clark utilise une formule semblable dans son testament de 1825⁷, concernant une autre propriété : la Mile End Farm. Dans ce cas, c'est une substitution testamentaire *perpétuelle* qui est mise en place⁸.



Stanley Clark Bagg, 1875
(Studio of Inglis / BANQ numérique)

Mary Ann Clark et Stanley Bagg auront un seul enfant, Stanley Clark Bagg (1820–1873). Notaire de profession, sa carrière est de courte durée ; ses énergies sont accaparées par l'administration de son parc immobilier hérité de son père et surtout de son grand-père, qui traverse l'île de Montréal du faubourg Saint-Laurent jusqu'à la rivière des Prairies. En rédigeant son testament en 1866⁹, il met en place à son tour une substitution pour que ses petits-enfants

soient les bénéficiaires ultimes de ses propriétés. Lorsqu'il meurt âgé de seulement 52 ans, il laisse sa famille – sa veuve et cinq enfants – en désarroi.

La succession semble poser problème, même pour le notaire J.-Augustin Labadie qui en dresse l'inventaire en 1875. Les propriétés de John Clark sous substitution y sont considérées comme faisant partie des biens du défunt ! Les exécuteurs testamentaires ne s'aperçoivent pas de l'erreur. Pourtant, la distinction était de grande importance. Le nouveau Code civil du Bas-Canada entré en vigueur en 1866 limite le nombre de degrés d'une substitution, avec le résultat que les biens substitués par John Clark devaient devenir la propriété absolue des enfants de Stanley Clark Bagg au moment de son décès. Toutes ses autres propriétés, soumises à sa propre substitution testamentaire, fournissaient seulement des revenus à ses enfants, le capital devant être remis à leurs futurs enfants.

L'erreur est découverte en 1889. La succession Bagg a dressé un nouveau plan de lotissement, rue Saint-Laurent au nord de la rue Prince-Arthur. Les premiers acheteurs de lots acceptent l'assurance de bons et valables titres sans les vérifier. L'acheteur suivant est John Murray Smith, dont l'épouse est la sœur de Joseph Mulholland, mari d'Amelia Josephine Bagg, fille de Stanley Clark Bagg. Cette fois-ci on prend la peine de lire et comprendre les vieux documents de John Clark. Le résultat : Amelia, ses trois sœurs et leur frère perçoivent l'argent de ces ventes de terrains (les sœurs vont surtout s'acheter des belles maisons rue Sherbrooke). Leur frère aîné Robert Stanley Bagg est, avec leur mère, exécuteur testamentaire. Cela doit lui mettre dans une position embarrassante : découvrir qu'il n'a pas bien rempli son rôle d'exécuteur et en même temps devenir copropriétaire avec ses sœurs d'un ensemble de lots qui se vendent très bien !

Montréal ne cesse de prendre de l'expansion et bientôt des spéculateurs s'intéressent aux terres rurales du Mile End. La succession Perrault vend une vaste terre dans l'axe de la future avenue du Parc à des promoteurs torontois en 1890. Ceux-ci veulent bien acquérir la propriété adjacente – en l'occurrence la Mile End Farm que John Clark avait léguée par substitution. En juillet 1891, deux des sœurs Bagg envoient une demande formelle notariée¹⁰ aux exécuteurs, les sommant de rendre tous les comptes sur les substitutions de John Clark. Les exécuteurs (tous membres de la famille ou des proches) n'y font pas opposition; la dispute est rapidement réglée. Avant la fin de l'année, la plus grande partie de la terre du Mile End est vendue aux Torontois. On y tracera les rues de l'Esplanade, Waverly, Saint-Urbain et Clark ; Fairmount, Saint-Viateur, Bernard, Van Horne, Beaubien et Saint-Zotique...



Mlle Amelia Josephine Bagg, 1880 (Notman & Sandham / Musée McCord Stewart II-58525.1)

1. Typographie et orthographe d'origine, y compris les mots ÉCARTÉE et VOLÉE au féminin. L'annonce de la terre à vendre a paru chaque semaine pendant 3 mois à partir du 24 juillet 1815. Elle n'a été vendue qu'en 1829. Stanley Bagg y a construit une maison avec son frère Abner en 1817 ; elle fait aujourd'hui partie du bureau d'arrondissement d'Outremont. Quant au cheval, l'annonce a paru les 7, 14 et 21 août 1815. Elle porte une indication «4w», soit 4 semaines. Puisqu'elle n'apparaît pas le 28 août, peut-on conclure que le cheval a été retrouvé ?
2. Voir Bulletin de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal, vol. 11 no 2, été 2016.
3. Jacques Viger, Rapports sur les chemins, rues, ruelles et ponts de la cité et paroisse de Montréal, 1841, p. 21.
4. En anglais il signe JOHN CLARK. Toute sa vie il signera Clarke en français, Clark en anglais.
5. Plusieurs instances de «Mile End» existent en Angleterre, le premier remontant au XIII^e siècle.
6. Greffe de Jonathan Abraham Gray n.p. no 2874, 17 octobre 1810.
7. Greffe de Henry Griffin n.p. no 5989, 29 août 1825.
8. Clark utilise le mot anglais «entail».
9. Trois semaines avant l'entrée en vigueur du Code civil du Bas-Canada, la codification longtemps attendue des lois civiles du pays. Stanley Clark Bagg connaissait bien la tradition légale française au Canada pour avoir traduit des extraits de la Coutume de Paris ; voir <https://www.writinguptheancestors.ca/2020/01/stanley-clark-bagg-and-custom-of-paris.html>
10. Greffe de Henry Fry n.p. no 2234, 22 juillet 1891.



AGATHE PERRAULT, VEUVE ET PHILANTHROPE

Raymond Perrault

Raymond Perrault est l'auteur d'articles sur l'histoire des familles Dumoulin, Stuart, Aubert de Gaspé, Bailly de Messein et Hingston. Il est descendant des familles Beaubien et Perrault, impliquées dans l'histoire du Mile End. Il réside en Californie.

NÉE en 1787, mariée à 24 ans à Maurice Nowlan, un lieutenant dans l'armée britannique, Agathe Perrault est veuve à 26 ans après la mort de son mari sur le champ de bataille de Fort Niagara. Elle hérite en 1816 du quart des biens de la succession de son père Joseph Perrault, père (1742-1805), après que sa mère Anne Tavernier (1752-1822) renonce à l'usufruit. A la mort de son frère Joseph, fils, décédé célibataire en 1831, elle hérite en plus du tiers de sa part de la succession de son père. Il s'agissait notamment d'un important domaine agricole qui chevauchait l'est d'Outremont et l'ouest du Mile End. Jeune, à l'aise, et sans enfants, Agathe aurait sans doute pu se remarier, mais elle choisit plutôt de dévouer son temps et sa fortune pour le bénéfice de sa famille et de la société.

AGATHE ET LES SŒURS DE LA PROVIDENCE

Agathe s'implique tôt dans les œuvres de sa nièce Émilie Tavernier-Gamelin (1800-1851), fondatrice des Sœurs de la Providence. Après le décès de sa mère en 1804, Émilie est prise en charge par sa tante, Anne Tavernier, mère d'Agathe. Agathe, qui a 13 ans de plus, devient comme sa troisième mère lorsqu'Anne Tavernier décède à son tour.

Les familles Tavernier et Perrault sont profondément impliquées dans le mouvement Patriote. François Tavernier, frère d'Émilie, chef de section des Fils de la Liberté, est arrêté et libéré à deux reprises. Charles Ovide Perrault, neveu d'Agathe, est tué à la bataille de St-Denis. Un autre neveu, Louis Perrault, imprimeur-éditeur, doit se réfugier aux États-Unis en 1837 pour 18 mois. Émilie reçoit la permission de fournir des soins aux prisonniers au Pied-du-Courant; Agathe l'appuie et l'accompagne.

L'implication d'Agathe dans la création et l'appui des Sœurs de la Providence commence en 1841 quand elle signe l'acte d'incorporation de l'Asile des femmes âgées et infirmes de Montréal puis celui qui établit sa Corporation, dont elle devient la première

trésorière. C'est Agathe qui propose le nom d'Asile de la Providence, et elle est du premier groupe des Dames de la Providence qui appuient l'Asile.

En 1843, sept jeunes filles deviennent novices d'une nouvelle communauté fondée par Mgr Bourget pour prendre l'Asile en charge. Il envoie Émilie, toujours laïque, accompagnée d'Agathe, à Emmitsburg au Maryland, chercher une copie des règles de Saint-Vincent-de-Paul chez les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul. En 1844, Agathe est matrone d'une des sept sœurs. Émilie se fait novice, prend ses vœux et devient la première directrice du nouvel ordre des Sœurs de la Providence.

L'ampleur des œuvres des Sœurs de la Providence ne cesse de croître. En 1847, Agathe héberge chez elle (angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain) pendant un été nombre de religieuses qui avaient contracté le typhus en soignant les immigrés irlandais. En 1868, elle donne 1 600 \$ à la Congrégation pour acheter une maison au Côteau Saint-Louis, par versements qui continuent après son décès.

Agathe est activement impliquée dans l'éducation de jeunes dans le besoin. Elle héberge trois filles de son petit-neveu, Hippolyte Perrault, fils (1829-1905), qui a vécu en Ontario et en Idaho aux États-Unis. Dans son testament, elle pourvoit à leur éducation et à leur entretien jusqu'à l'âge de 20 ans. Elle paie pour l'éducation de trois de leurs frères, et de six filles à la Providence du Côteau St-Louis. Agathe prit aussi sous sa protection une vingtaine d'enfants qu'elle fit instruire, dont deux avec lesquelles elle est associée jusqu'à sa mort.

La première, Mary Agatha Costello, est arrivée à Montréal en 1848 à l'âge d'un an dans d'un convoi d'enfants pauvres irlandais. Elle vécut surtout avec Agathe jusqu'à son mariage à l'église Saint-Enfant-Jésus du Mile-End en 1867 à Octavius Clarke, qui devint médecin et émigra avec son épouse dans l'état du

New York. Agathe continua d'aider le couple au cours des années suivantes, en leur consentant de nombreux prêts et fit un legs de 2000 \$ à Mary Costello. La seconde, Mary Ann McCarthy, née en Irlande en 1844, est aussi arrivée comme enfant chez Agathe, et y a vécu jusqu'au décès de celle-ci. Agathe lui légua le contenu de sa maison et une rente de 400 \$. Elle n'était pas employée comme domestique et pourrait avoir été sourde-muette, car elle réside à l'Asile de la Providence pour sourdes-muettes après le décès d'Agathe. Elle est probablement décédée à l'Asile St-Jean-de-Dieu où elle vivait en 1921.

LA SUCCESSION D'AGATHE

Dans son testament de 1866, Agathe lègue la majorité de ses biens également aux descendants de son frère Julien (1773-1837) et de sa sœur Claire (1785-1802), épouse du marchand Augustin Cuvillier. Contrairement à sa nièce Émilie, qui avait donné tous ses biens à ses œuvres, même avant de prendre vœu de pauvreté, Agathe finance sa philanthropie à même ses revenus, car on retrouve dans l'inventaire de 1875 toutes les propriétés héritées de son père. Trois de ces

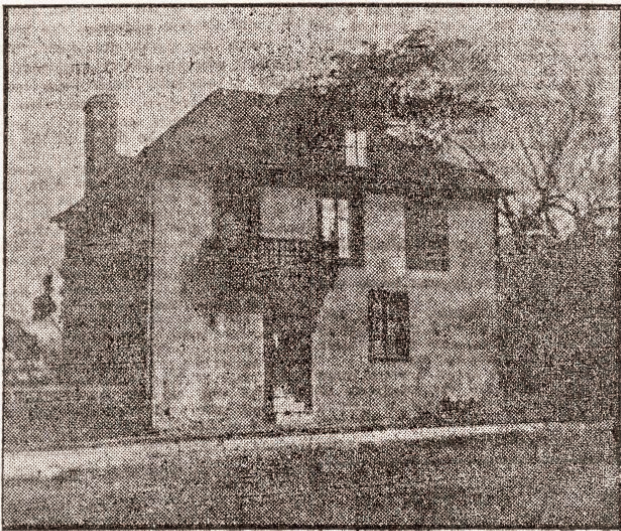
lots, à Côte Ste-Catherine, Côte St-Louis et dans la Paroisse St-Laurent, constituaient la propriété vendue par ses exécuteurs testamentaires en 1891 à Rienzi Athel Mainwaring et qui sont devenus le « Montreal Annex » du Mile End. Dans un codicille préparé en 1868, Agathe insiste que comme la valeur de ces terrains continuait à augmenter, ils ne devaient pas être vendus avant cinq ans après sa mort. Au moment de sa liquidation, la succession d'Agathe représentait une valeur de 1,3 million de dollars, une somme considérable alors.

Agathe est décédée à 84 ans le 11 décembre 1871 et inhumée dans le caveau de l'église St-Enfant-Jésus du Mile End. Elle avait eu complète liberté de faire fructifier l'héritage familial et de le mettre au service de causes de son choix. Comme l'a dit son petit-neveu Mgr Fabre à ses obsèques, « Il faut honorer les veuves qui font du bien » (St-Paul).



Agathe Perrault et Émilie Gamelin. Tirées de L'Institut de la Providence : histoire des filles de la charité servant des pauvres dites sœurs de la Providence, 1925.

AN OLD-TIME RESIDENCE IN ST. LOUIS.



One of the oldest houses in the Annex on Edward Charles Street.

LE MILE END EN IMAGES

Yves Desjardins

La résidence de la famille Perrault, peu avant sa démolition. Elle était située sur la rue Édouard-Charles, à l'angle sud-est de l'intersection avec la rue Hutchison. Montreal Daily Herald, 1^{er} août 1908.

Le parc Lahaie avec, en arrière-plan, l'Institution des sourds-muets, le presbytère et l'église Saint-Enfant-Jésus et le Couvent de la Providence du Mile End, au début du XX^e siècle. BAnQ, Fonds La Presse, 06M_P833S3D0509_0002_1.

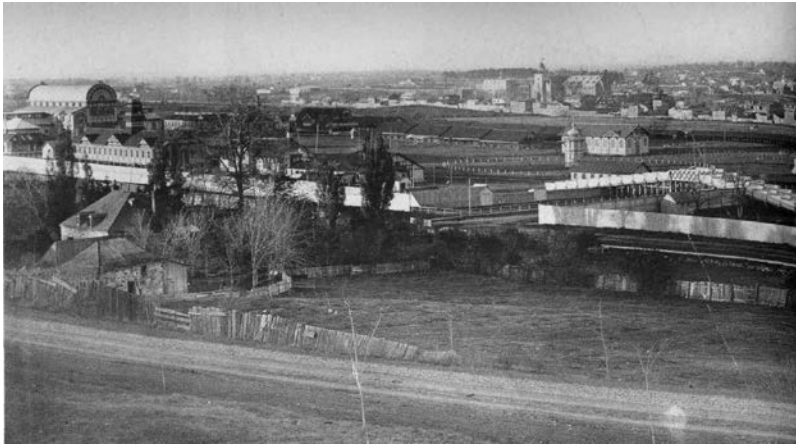


Park Avenue above Fairmount, Annex, Montreal.



L'intersection des avenues du Parc et Fairmount, le cœur de Montreal Annex, vers 1910. Carte postale coloriée. Pointe-à-Callières, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, Collection Christian Paquin.

Le boulevard Saint-Joseph, à l'intersection de l'avenue Henri-Julien, années 1950, avant la disparition du terre-plein central et des arbres.
Studio O. Allard.



Panorama du terrain de l'Exposition provinciale, où l'on peut voir le fameux Cristal Palace ainsi que la passerelle enjambant l'avenue du Mont-Royal car les activités se retrouvaient de part et d'autre de la rue. On aperçoit au loin la façade originale de l'église Saint-Enfant-Jésus et l'hospice de la Providence avant l'ajout du dernier étage.
Source : Brian Demchinsky Montreal Then and Now / hier et aujourd'hui Éditions The Gazette



L'intérieur de l'église Saint-Enfant-Jésus en 1936. Le maître-autel et la plupart des éléments de décoration ont disparu pendant les années 1960.
BAnQ, Fonds La Presse, 06M_P833S3D0359_0002_2.





Jean-Claude Robert, historien émérite, UQAM.

AUX ORIGINES DE LA PAROISSE DE SAINT-ENFANT-JÉSUS DU MILE END, 1848-1875

A PARTIR de la fin du 18^e siècle, un noyau de peuplement se forme près de la « tannerie des Bélair », correspondant à l'intersection des avenues du Mont-Royal et Henri-Julien. Aux activités des tanneries, s'ajoutent celles des carrières. Un hameau se développe vers le nord dans l'axe du chemin des carrières (rue Berri) entre l'avenue Laurier et la rue Saint-Grégoire. Il est connu sous le nom de village des tanneries et plus tard, de village des Pieds-Noirs. En 1825, on recense 25 maisons. À part les quelques gens de métiers, tanneurs, carriers et charretiers, la majorité des habitants sont des journaliers sans qualification.

Cette population, plutôt pauvre, est laissée à elle-même : l'église paroissiale est loin, en bas de la ville et à plus de 3 kilomètres, par des chemins rudimentaires. Les Sulpiciens, curés de la paroisse de Notre-Dame, entretiennent quelques petites écoles, mais elles ne sont pas à proximité. Parfois, il y a une visite des pauvres, mais elle n'est pas systématique. Dans ce contexte, Ignace Bourget, évêque de Montréal entre 1840 et 1876, décide de créer un réseau de nouvelles paroisses de proximité pour mieux structurer l'encadrement religieux, social et culturel. Il croit fermement que l'église, où habiterait en permanence un curé, entourée de diverses institutions, comme des écoles et des couvents, pourrait mieux répondre aux besoins. Pour lui, la paroisse doit être un pôle à la fois religieux et social, dispensant des services religieux, sanitaires, éducatifs et culturels. Toutefois, le diocèse de Montréal, créé en 1836, n'a aucune dotation, si bien que l'évêque ne dispose pas des moyens pour financer cette expansion ; il doit compter sur la générosité de grands propriétaires et sur l'arrivée de nouvelles communautés religieuses. Ceci dans un contexte de véritable « guerre ecclésiastique », qui l'oppose aux Sulpiciens, qui disposent, eux, de moyens financiers substantiels et qui luttent pour maintenir la paroisse de Notre-Dame dans son immense territoire.

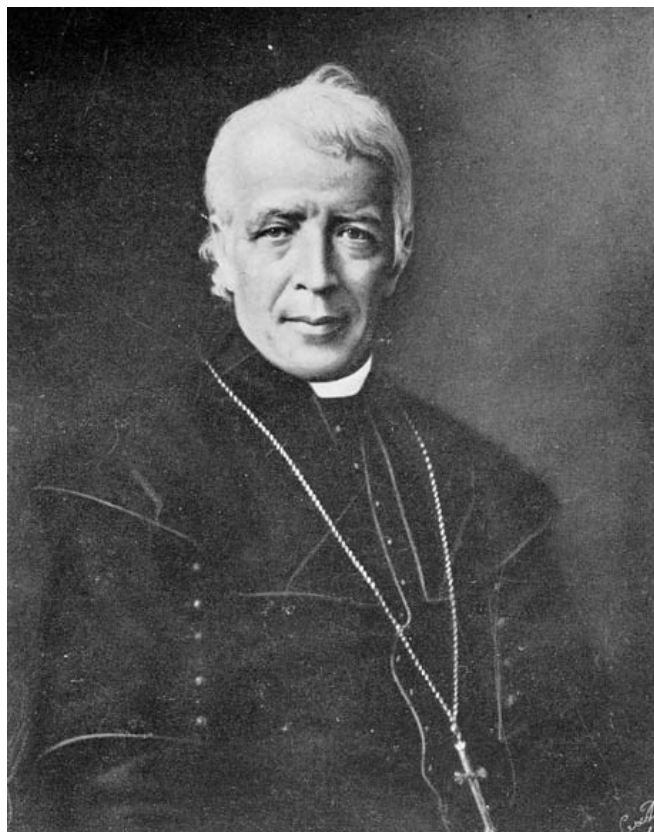
Pour commencer à fragmenter la vieille paroisse, l'évêque choisit la banlieue nord. En avril 1848, Pierre Beaubien (1796-1881), médecin, homme politique et grand propriétaire foncier, lui promet quelques lots dans le Mile End, près de la grande rue Saint-Laurent. Le dimanche 16 avril 1848, l'évêque se déplace en grande pompe pour planter une croix à l'emplacement choisi. La donation est concrétisée en 1849, mais il n'y a pas encore d'église.

L'évêque implante d'abord l'Institution des sourds-muets, fondée en 1848 et confiée aux Clercs de Saint-Viateur, communauté qui vient d'arriver de France (1847). D'abord ouverte dans le faubourg Québec, l'Institution s'installe dès 1850 sur un des lots donnés par le docteur Beaubien, borné par la rue Saint-Dominique et la rue Saint-Louis (Laurier aujourd'hui). C'est dans cet immeuble, encore inachevé, que le père Charles-Irénée Lagorce entame la desserte de la mission en 1850. L'endroit est désert et l'historien des Clercs de Saint-Viateur écrit en 1947 : « Isolée au milieu des carrières du nord, exposée à tous les vents et aux poudreries de l'hiver, notre maison fait le désespoir de l'économiste, forcé de marcher un mille et plus pour atteindre un centre d'approvisionnement. » De plus, les terrains étant d'anciennes carrières, il est impossible à l'Institution des sourds-muets d'avoir un jardin, parce que la terre de surface a été enlevée. Terminé en 1853, le bâtiment loge les curés jusqu'à la construction du presbytère en 1869.

François-Thérèse Lahaye (1816-1861) est nommé curé en 1856 et lance les travaux : il demande à l'évêque d'approuver les plans préparés par Victor Bourgeau et la construction commence en 1857. La situation financière est précaire et le chantier est menacé d'arrêt. Les paroissiens ont souscrit de l'argent, mais les versements sont répartis sur quatre ans et c'est insuffisant. Le curé demande l'autorisation de contracter un emprunt. Finalement le bâtiment est terminé et

l'évêque vient le bénir le matin de Noël 1858. Peu après le décès dramatique du curé Lahaye en pleine messe, en 1861, les clercs de Saint-Viateur se retirent, non sans avoir rappelé à l'évêque que « l'établissement du Coteau Saint-Louis ne peut vivre de ses seules ressources ». Ignace Bourget n'a alors d'autre choix que de confier l'église à ses rivaux Sulpiciens : ceux-ci rachètent l'immeuble l'année suivante et le gèrent en qualité de succursale de Notre-Dame, mais au moment où l'évêque procède à l'érection canonique de la paroisse en 1867, ils se désistent en signe de protestation. L'évêque fait de nouveau appel aux Clercs de Saint-Viateur, qui reprennent la cure jusqu'en 1872, alors qu'ils se retirent à leur tour, cette fois pour de bon, invoquant le manque de personnel et préférant concentrer leurs efforts sur l'Institution des sourds-muets et leur mission d'enseignement.

Néanmoins, le problème de fond est ailleurs. En choisissant un site près de la rue Saint-Laurent, l'évêque Bourget, pourtant sensible à la localisation – il accuse les Sulpiciens de ne pas tenir compte des noyaux de population existants pour l'église de Notre-Dame de Grâce – n'a pas suffisamment considéré que l'éloignement relatif du village des Pieds-Noirs, pourrait nuire à l'essor de la future paroisse. Et c'est ce qui arriva. Les Clercs de Saint-Viateur parlent de la « petite aigreur » ressentie par les villageois, certains obligés de marcher presque un kilomètre sur un chemin de terre pour aller à l'église et qui ne comprennent pas pourquoi le bâtiment n'est pas dans leur hameau. Il semble que jusqu'à la création de la paroisse de Saint-Denis en 1898, les gens du hameau boudent l'église. En 1871, le curé Cyrille Beaudry note, dans une lettre à l'évêque, que « L'église était trop vaste pour la population, c'est-à-dire qu'on n'y venait pas, la preuve c'était qu'un grand nombre de bans étaient inoccupés... ». Optimiste malgré tout, il ajoute : « Les citoyens aiment leur paroisse et je puis l'affirmer sans crainte de me tromper puisqu'ils abandonnent les bans qu'ils avaient à l'Hôtel-Dieu et qu'ils louaient à très bon marché. » Mais on peut penser que ce n'était pas le cas de tous. C'est que, depuis 1861, l'installation de l'hôpital et de sa chapelle sur l'avenue des Pins avait créé une



Mgr Ignace Bourget, vers 1850. Studio Livernois, BANQ, P560, S2, D1, P124.

alternative à l'église du Coteau Saint-Louis. Toutefois, avec le temps, le bâti commence à se densifier dans les alentours du boulevard Saint-Laurent, surtout après l'incendie de Montréal en 1852, qui propulse la population vers le nord. Par ailleurs, l'arrivée des sœurs de la Providence en 1868, et l'ouverture d'écoles stimulent la croissance démographique.

À partir de 1875, avec la reconnaissance civile, la paroisse peut entamer un nouveau cycle de vie. Entre 1899 et 1903, devenue plus riche, elle agrandit son église et lui donne sa façade monumentale actuelle. Ainsi, la première paroisse à être créée par l'évêque Bourget pour casser le monopole religieux des Sulpiciens aura mis du temps avant d'atteindre son plein développement.



Kevin Cohalan, membre de la SHP

LE CŒUR ET L'ÂME DU MILE END L'ÉNIGME DE LA CRYPTÉ DE SAINT-ENFANT-JÉSUS

LES RÉVERBÉRATIONS sismiques de l'iconoclaste *Révolution tranquille* coïncident avec l'affaissement en 1963 du plancher de la nef de l'église Saint-Enfant-Jésus, lors d'une cérémonie de confirmation. À la même époque, chez le clergé québécois de tendance progressiste, les aspirations se réaniment, inspirées par l'esprit de Vatican II (1962-1965) - cet esprit ayant été depuis trop longtemps réprimé et frustré par le *serment antimoderniste*, promulgué en 1910 par saint Pie X et qui ne fut supprimé qu'en 1967. Voilà l'occasion rêvée de transformer l'église-mère du nord de la ville, en conformité avec la vision d'*aggiornamento*¹, de mise à jour, annoncée en 1959 par saint Jean XXIII, élu pape en 1958 et à qui a succédé en 1963 saint Paul VI.

Les résultats des interventions architecturales, que l'on voit toujours aujourd'hui, sont discutables. *L'Inventaire des lieux de culte du Québec* (2004-2012), compilé par le Conseil du patrimoine religieux, ne décerne à l'édifice, malgré son importance historique et sa façade extraordinaire, qu'une cote relativement faible de «C», en raison de la dénaturation de son intérieur.

En 1983, lors du 125^e anniversaire de l'inauguration de l'église le 25 décembre 1858 par Mgr Ignace Bourget, le bulletin paroissial fait état de l'inhumation dans son «caveau» de quatorze paroissiens, en commençant par son curé-fondateur, père François-Thérèse Lahaie (1816-1861), cleric de Saint-Viateur², suivi par Agathe Perrault Nowlan (1787-1871), propriétaire foncière, cousine de la bienheureuse Émilie Gamelin et bienfaitrice insigne des Sœurs de la Providence; ainsi que par Sara Hughes Kelly (1788-1872), Laurent Brière (1816-1872), James Hughes (1799-1873) et Dominique Dupré (1806-1875). De 1875 à 1896, sept membres de la famille Beaubien s'y ajoutent: quatre enfants et trois adultes, y compris le patriarche du Mile End et d'Outremont, Pierre Beaubien, M.D. (1796-1881),

donateur du terrain où l'église s'érige; l'année suivante sa veuve, Justine Casgrain (1804-1882) et, non longtemps après, leur bru Lauretta Stuart Beaubien (1844-1885)³; les enfants se nomment Pierre (1875), Blanche (1878), Henri (1883) et Elmire Turenne Beaubien (1896). Finalement, dix ans plus tard, on reçoit la paroissienne Cordélia Roy Picard (1862-1906).

Où sont-ils? Il est à peu près certain que père Lahaie soit toujours là: ainsi le proclame encore son monument de 1903 à la nef. Frère Robert Hémond, archiviste des Clercs de Saint-Viateur, l'a confirmé, et si l'on s'adresse à l'archidiocèse, la réponse est catégorique: c'est nécessairement le cas, puisqu'il n'existe aucun document indiquant le contraire⁴! Mais quand on est libre d'explorer le sous-sol de l'église, on n'en trouve pas la moindre trace de sépulture, nulle part une seule syllabe, ni de père Lahaie ni des paroissiens⁵. Sont-ils toujours là? Le concierge de la paroisse, Marc-André Brunet, en est persuadé: ayant réussi à désencombrer l'espace en dessous du parvis de l'église et les voûtes adjacentes soutenant la façade, il a découvert des plaques funéraires en marbre, inscrites des noms de plusieurs des inhumés⁶. Il croit que ce n'est pas impossible que les restes aient changé de place lors des réaménagements des années 1960 et se trouvent maintenant ici.



Source : André Lavallée 2018

1. On dit parfois que Jean XXIII a adopté ce terme afin d'éviter celui de «modernisation», proscrit par Pie X. 2. Ainsi paraissent le nom et les dates de Lahaie d'après frère Robert Hémond (1924-2009), c.s.v., archiviste, auteur de la brochure biographique publiée en 1993, laquelle note également la découverte des restes incorrompus du curé lors des agrandissements de 1898-1903. 3. Épouse de Louis Beaubien (1837-1915), ce dernier ayant cédé à la municipalité en 1875, au nom de son père, le terrain devant l'église devenu le parc Lahaie. 4. Confirmé, mars 2023, par Audrey Lavoie, officière en gestion des documents canoniques, archives et numérisation, Archidiocèse catholique romain de Montréal. 5. Félix Vigneault, stagiaire d'inspection en bâtiment en 2014, ayant pris plus de 5000 photos partout, n'a rien trouvé. 6. Certains des noms et dates ci-dessus en tiennent compte.

L'ÉCOLE SAINT-LOUIS

L'ANCÊTRE DE L'ÉCOLE SECONDAIRE ROBERT-GRAVEL

Yves Desjardins et Gabriel Deschambault

Les Clercs de Saint-Viateur ouvrirent la première école destinée aux enfants de Côte Saint-Louis en 1850, dans le bâtiment qui abritait également l'Institution des sourds-muets et une chapelle. L'école étant peu fréquentée par les enfants des carriers, les clercs la déménagèrent quelques mois plus tard à proximité de leur village, à l'intersection des actuelles rues Laurier et Saint-Denis. Elle prend alors le nom d'école Saint-Viateur.



École Saint-Louis, années 1880 (Archives des Clercs de Saint-Viateur). En 1879, après la création du village de Saint-Louis-du-Mile-End, et avec l'augmentation de la population, les Clercs ouvrent la nouvelle école Saint-Louis non loin de l'église Saint-Enfant-Jésus, rue Saint-Eugène (aujourd'hui avenue Fairmount Est), au bout de la rue Saint-Dominique.



À gauche: *l'école vers 1899 (Le Diocèse de Montréal au dix-neuvième siècle)*; à droite: *vers 1925 (Coll. Michel Bazinet, BANQ)*. Ces deux photographies montrent l'évolution subséquente de la volumétrie de l'école. Fin XIX^e siècle (photo de gauche), on accole à l'école originale un nouveau volume de quatre niveaux, avec parement de pierre grise. Par la suite (photo de droite), on démolira la vieille école afin de compléter la structure déjà amorcée pour en faire un bâtiment imposant, pouvant accueillir l'augmentation du nombre des étudiants de ce quartier dynamique.

En 1969, l'école déménage dans un nouvel édifice du côté sud de l'avenue Fairmount, devenue en 2014 l'école secondaire Robert-Gravel. La vieille école demeure en fonction sous le nom « école Lionel-Groulx annexe ». Lourdemment endommagée par un incendie en 1972, elle est réparée d'urgence, avant d'être fermée en 1979 et démolie. Le site abrite depuis 1983 un HLM, l'Habitation Émile-Nelligan.

LE TERRAIN DE L'EXPOSITION AU MILE END

Par Yves Desjardins et Justin Bur, membres de la SHP et de Mémoire du Mile End

L'exposition universelle de Londres en 1851, avec son Palais de cristal, est un nouveau genre d'événement permettant de diffuser les avancées technologiques et de mousser le prestige des nations. Elle est le point de départ non seulement de la longue série d'expositions universelles (comme l'Expo 67 à Montréal) qui se poursuit aujourd'hui, mais aussi d'un foisonnement de plus petites expositions nationales, provinciales et régionales pendant l'époque victorienne. Le Palais de cristal a lui-même inspiré de nombreux imitateurs dont plusieurs au Canada. Montréal avait alors son palais, construit en 1860, démonté et reconstruit au Mile End en 1878, détruit par un incendie en 1896.

Les expositions au Canada sont organisées par des organismes mis sur pied par le gouvernement à partir du début des années 1850 : le Bureau (plus tard, Conseil) d'agriculture, ainsi que celui des arts et manufactures. Les deux organismes passent à travers plusieurs refontes de leur loi constitutive à travers les années, d'abord sous le Canada-Uni et, après 1867, sous juridiction provinciale. En plus des conseils provinciaux, des sociétés et institutions régionales et locales sont créées. Des expositions agricoles se tiennent dans différentes villes, à intervalles irréguliers, depuis le début des années 1850. Mais elles sont organisées par des groupes rivaux, en concurrence les uns avec les autres. Du côté des arts et manufactures, une grande salle d'exposition – le Palais de cristal – est construite en 1860 sur un terrain de la rue Sainte-Catherine loué par le collègue McGill, sous condition que le terrain serve à des buts éducatifs. Après l'inauguration de cette salle lors de la visite du Prince de Galles, en août 1860, on peine à lui trouver d'autres fonctions. La milice s'en sert comme hall d'exercices.

En 1870, Louis Beaubien, qui siège au Conseil d'agriculture, le convainc d'acheter des terres appartenant aux Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu, situées au Mile End, afin d'en faire le site permanent d'une exposition provinciale agricole annuelle. Mais le choix de tenir des expositions au Mile End ne fait pas l'unanimité, même au Conseil d'agriculture, dont certains membres privilégient plutôt le parc Logan. Le terrain est donc laissé plus ou moins à l'abandon jusqu'en 1875, année où le Conseil reçoit une subvention provinciale à la condition d'y ériger des

bâtiments permanents. Des travaux sont entrepris l'année suivante et une exposition exclusivement agricole se tient au Mile End en septembre 1876, au milieu de bâtiments toujours en construction.

Entre-temps, McGill a hâte de se débarrasser du Palais de cristal qui a sombré dans un état de décrépitude prématurée et entrave le développement urbain. Lorsque le Conseil des arts et manufactures tente enfin d'y lancer un vrai programme éducatif en 1874, les procédures sont déjà en cours pour revendre le terrain et faire disparaître le palais. Enfin en 1878, des ententes entre McGill, les gouvernements fédéral et provincial, et la Ville de Montréal (la jeune Confédération donne déjà lieu à des tractations entre les paliers) permettent le démontage et la reconstruction (agrandie) du Palais de cristal sur le terrain de l'exposition du Mile End. Sur son nouveau site, dans l'axe de l'actuelle avenue de l'Esplanade un peu au sud de Saint-Joseph, le palais hébergera les expositions industrielles qui s'ajouteront au volet agricole de l'événement. Le secrétaire du Conseil des arts et manufactures, Samuel Cottingham Stevenson (1848-1898), en deviendra l'âme dirigeante pendant 20 ans. Stevenson contribuera également à la présence canadienne aux expositions universelles de Philadelphie (1876) et de Chicago (1893).



Groupe devant le Palais de Cristal, Montréal, 1882 (ANQ-M P34, S7, P108 - BANQ numérique)

Après deux ans de travaux, la première édition de la nouvelle Exposition agricole et industrielle unifiée a lieu en 1880. Elle se veut la plus grandiose que le Québec ait connue jusqu'alors : il ne s'agit plus seulement de décerner des prix aux meilleurs bêtes et produits agricoles, mais d'un événement d'envergure qui célèbre également les dernières prouesses de la révolution industrielle, le tout accompagné de fêtes et de divertissements. Une passerelle est construite au-dessus de l'avenue du Mont-Royal pour permettre aux visiteurs de se déplacer entre la partie nord de l'exposition, où se trouvent le Palais de cristal et les pavillons des animaux, et la partie sud, située dans l'actuel parc Jeanne-Mance, où on aménage une piste de courses de chevaux. À quelques reprises elle est appelée l'« Exposition de la Puissance », lorsque le gouvernement fédéral la subventionne, comme en 1884 (la Puissance du Canada étant la traduction française originale de *Dominion of Canada*, le terme utilisé pour décrire l'État fédéral).

Malgré ces efforts, l'exposition peine à couvrir ses frais. Alors que l'édition de 1880 attire 100 000 visiteurs, celle de 1884 n'en attire plus que 50 000. On blâme le coût d'entrée élevé et l'accès difficile, en raison de l'éloignement du centre-ville et du manque de transport en commun. L'épidémie de variole qui frappe Montréal en 1885 porte un coup dur à l'événement : non seulement l'exposition est annulée, mais ses bâtiments sont transformés en hôpital temporaire.

Un accord est finalement conclu en 1890 pour relancer l'exposition avec une compagnie privée dirigée par S. C. Stevenson. Le gouvernement du Québec accorde à celle-ci une subvention de 25 000 \$ et lui loue les terrains pour 18 ans, en échange d'un loyer symbolique de 1 \$. L'exposition reprend à la fin de septembre 1891. L'année suivante, le 21 septembre 1892, le premier tramway électrique de Montréal arrive devant l'exposition. Pourtant, l'enthousiasme n'est pas au rendez-vous. Un incendie dans la nuit du 30 juillet 1896 inflige un autre sérieux revers à l'exposition. Un vent fort souffle cette nuit-là et les flammes détruisent presque tous les bâtiments, dont le Palais de cristal. Une exposition a quand même lieu dans des bâtiments temporaires au mois de septembre, et une autre en 1897, mais le public ne suit plus.

Le décès soudain de Stevenson, le 2 janvier 1898, donne le coup de grâce. La Compagnie de l'Exposition provinciale est liquidée. La Ville de Montréal reprend ses terrains au sud de l'avenue du Mont-Royal, où sera aménagé ce qui est aujourd'hui le parc Jeanne-Mance. Mais, du côté nord, les négociations entre le gouvernement du Québec, propriétaire des terrains, la Ville de Saint-Louis et les créanciers seront longues et complexes. Pendant cet intermède, les terrains vacants accueillent différents cirques ambulants, dont le fameux Barnum and Bailey Circus. Pour cette raison, même si le terrain de l'exposition appartenant au gouvernement est loti en 1899, l'urbanisation du secteur ne prend son envol qu'aux environs de 1905. Tout ira très vite : en 1909, il ne reste plus un seul lot vacant sur l'ancien terrain de l'exposition.



Les Prince of Wales Rifles au terrain de l'exposition, Mile End, 17 juin 1885 (Wm Notman & Son / Musée McCord II-77552)

Ce texte est en partie issu de l'article « Expositions (terrain des) » du *Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal* (Écosociété, 2017), avec de nouvelles recherches dans les journaux d'époque et les archives municipales.

MONTREAL ANNEX ET L'AVENUE DU PARC : LA FIN D'UN BOULEVARD RÉSIDENTIEL HAUT DE GAMME

Yves Desjardins

A LA FIN du XIX^e siècle, des promoteurs ont voulu faire de l'avenue du Parc l'artère de prestige d'un projet résidentiel exclusif, nommé Montreal Annex. Son emplacement correspondait grosso modo à la partie ouest du Mile End. Mais après l'annexion de Ville Saint-Louis, en 1910, Montréal veut mettre fin à la vocation exclusivement résidentielle de l'avenue. Elle a cependant dû faire face à l'opposition de plusieurs propriétaires avant d'y parvenir.

En 1899, les publicités de l'agent d'immeubles Georges Marcil claironnent que l'Annexe est « le Westmount canadien [...] la localité favorite de l'élite de la société canadienne-française ». Toutefois, même si plusieurs notables ont choisi l'avenue du Parc pour y établir leurs résidences, la majorité des lots demeurent vacants. La Montreal Investment & Freehold, propriétaire de la plupart des terrains de l'Annexe, assouplit alors ses conditions : la construction des duplex et triplex est autorisée, plus seulement les maisons unifamiliales. Cela provoque aussitôt une série de controverses sur le caractère du nouveau quartier : les escaliers extérieurs, inséparables de l'identité architecturale contemporaine du Plateau Mont-Royal, deviennent le nœud de la discorde.

Le conseil municipal de Ville Saint-Louis est mis devant un fait accompli lorsqu'en 1905 un promoteur construit une

série de triplex aux longs escaliers extérieurs avenue du Parc. Les propriétaires des cossues résidences adjacentes se mobilisent alors pour empêcher la construction d'autres immeubles semblables, assimilés aux exécrables logements ouvriers. Ils obtiennent un règlement interdisant les escaliers extérieurs de plus de huit marches sur l'avenue du Parc. Les entrepreneurs ripostent et font valoir que, sans de tels escaliers, leurs lots resteront vacants. Le conseil municipal fait volte-face au gré des pétitions et contre-pétitions : par exemple, en mai 1907, il permet la construction d'escaliers extérieurs de 14 marches avenue du Parc, excepté entre Saint-Joseph et Bernard. *La Patrie* déplore que les élus changent ainsi leur fusil d'épaule, deux ans seulement après les avoir interdits : « [Cela] dénote un état de choses susceptible de nuire sérieusement à la ville, [car] la restriction première est elle-même venue trop tard, lorsque venait d'être construit, sur l'avenue du Parc à côté de la rue Fairmount, un énorme pâté de maisons avec sur la façade trois ou quatre grands escaliers qui dépareraient à jamais [cette] section de la rue. »

Toute la décennie 1900-1910 est le théâtre d'une lutte entre ceux qui veulent préserver le caractère exclusivement résidentiel de l'avenue et ceux qui veulent profiter au maximum d'une urbanisation rapide. L'architecte Joseph Perrault est représentatif du premier camp. Il est un descendant de la famille Perrault, les anciens grands propriétaires du secteur.



Publicité pour les cottages nouvellement construits du côté ouest de l'avenue du Parc, au nord de Fairmount, décembre 1894. Une des résidences située dans la photo de gauche a survécu. Après avoir hébergé pendant plusieurs années les locaux de l'Association des Crétois de Montréal, elle est maintenant utilisée comme bureau par le supermarché grec PA. On aperçoit à droite la villa, aujourd'hui disparue, de Renzi Athel Mainwaring, l'un des promoteurs de l'Annexe.

Même s'il a conçu la plupart des bâtiments industriels situés dans la partie est du Mile End – par exemple la manufacture de vêtements Peck, la fabrique de pianos Craig, l'usine de peinture Brandram Henderson et la Phillips Electrical Works –, Perrault tient à ce que les zones résidentielles et les lieux de travail soient clairement séparés dans l'espace urbain. Il s'est d'ailleurs construit, en 1904, une splendide résidence avenue du Parc qui existe encore : c'est aujourd'hui la coopérative d'habitations Le Châtelet. Les commerçants et les entrepreneurs qui contrôlent le conseil municipal de Ville Saint-Louis se préoccupent eux plutôt du sort des « lots à bâtir », dont ils sont souvent les propriétaires et qu'ils souhaitent revendre à profit.

LA FIN D'UNE AVENUE EXCLUSIVE

Après l'annexion de Ville Saint-Louis, le 1^{er} janvier 1910, Montréal tente à deux reprises, en 1912 et en 1913, de modifier le zonage afin de permettre les activités commerciales avenue du Parc. Les opposants parviennent cependant à faire annuler ce changement lors de l'étude annuelle de la Charte de Montréal par l'Assemblée législative. Leur avocat fait valoir que les contrats de vente de ses clients incluent une clause garantissant le caractère exclusivement résidentiel de l'avenue. Ils reçoivent aussi l'appui d'Outremont, qui envoie une délégation à Québec pour réclamer

le maintien de l'interdiction des commerces avenue du Parc. Les échevins montréalais répliquent que la majorité des propriétaires de l'avenue souhaitent le nouveau zonage, car les lots vacants sont nombreux et la construction paralysée.

La page est finalement tournée lors d'une troisième tentative, le 25 mars 1914. *La Presse* se réjouit de « cette solution longtemps attendue », car, selon le journal, plus rien ne s'y bâtissait. On peut maintenant s'attendre à une recrudescence de l'activité immobilière, ajoute le quotidien, puisque « l'avenue du Parc est devenue l'une des plus importantes artères de la ville et le trafic des piétons et des tramways est devenu si considérable que c'est maintenant l'un des principaux débouchés entre l'extrême nord et le centre de la métropole. » Qui plus est, ce changement survient au moment où l'automobile vient d'entrer en scène. Autant, sinon plus, que le tramway, elle va jouer un rôle prépondérant dans la destinée de l'avenue du Parc au cours des décennies à venir. Dorénavant, celle-ci devra composer, en plus de la cohabitation entre ses fonctions commerciales et résidentielles, avec sa nouvelle vocation d'artère de transit.

Cet article est un extrait adapté de L'avenue du Parc et son histoire, par Yves Desjardins, qui sera publié en octobre par les éditions du Septentrion.



La résidence à gauche de l'image ancienne existe toujours aujourd'hui (5220 avenue du Parc). Sa jumelle qui était située à sa droite, ainsi que les autres cottages, ont été remplacés par l'immeuble qui abrite le supermarché PA et une salle de spectacles. (Photo: Yves Desjardins, 2022)

1. «Le Westmount canadien», *La Presse*, 9 septembre 1899.
2. «Au conseil du Mile-End», *La Presse*, 14 novembre 1905, p. 8.
3. «Règlements de construction», *La Patrie*, 10 mai 1907, p. 5.
4. «Au conseil d'Outremont. Le conseil s'oppose à ce que l'avenue du Parc devienne une artère commerciale», *Le Canada*, 4 décembre 1913, p. 8. Curieusement, les échevins d'Outremont font valoir que le côté ouest de l'avenue est sous leur juridiction, ce qui n'est pas le cas, la frontière étant le milieu de la rue Hutchison.
5. Archives de la Ville de Montréal, Règlements municipaux, règlement no 526, 25 mars 1914, VM001_33_PO526.
6. «Dans le monde de l'immeuble», *La Presse*, 30 mars 1914, p. 17.



Huguette Loubert,
Directrice du Centre de documentation et d'archives

CHRONIQUE DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'ARCHIVES OUVRAGES ET DOCUMENTS SUR LE MILE-END

LE Mile-End est parmi les quartiers du Plateau Mont-Royal, celui qui a été le plus documenté à travers les décennies. Nous comptons plus de 50 ouvrages sur les rayons de la bibliothèque du Centre de documentation et d'archives.

Il est évidemment trop long de les nommer tous, mais vous pouvez consulter la liste complète avec le moteur de recherche du site de la SHP dans Bibliothèque et archives.

Je vous en présente quelques sujets et, selon votre intérêt, vous pourrez trouver ce qui vous intéresse.

Il y a bien sûr, **son histoire** qui a commencé avec les carrières et plus tard avec la création du Village de Saint-Louis du Mile-End, détaché de Coteau Saint-Louis. Le livre *Histoire du Mile End* de Yves Desjardins est sans aucun doute la référence par excellence, ainsi que le *Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal* également. Mais d'autres documents, comme *Les Pieds Noirs* de Robert Prévost et d'autres sur les carrières par exemple, valent de s'y arrêter.

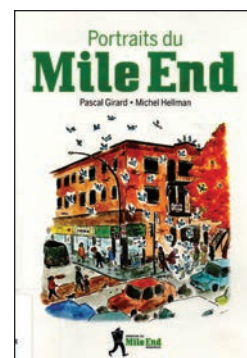
Le **patrimoine religieux** du Mile-End est bien documenté d'abord pour son histoire avec les annales des Clercs de Saint-Viateur présents à la fondation de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus et de l'Institut des Sourds-Muets, une brochure sur la décoration d'Osias Leduc de la chapelle du Sacré-Cœur de l'église Saint-Enfant-Jésus, sur l'église St-Michael et le Carmel, l'histoire de la petite église qui est devenue la bibliothèque Mordecai-Richler, le retour des Anges, etc.

L'architecture : l'inventaire des lieux de culte du Québec par le Conseil du patrimoine religieux du Québec, diverses études patrimoniales concernant des édifices du Mile-End, *Répertoire architectural du Mile End et ses environs* de Bruce Russel, le *Répertoire d'architecture traditionnelle* de la Communauté urbaine de Montréal et les articles de Guy Pinard dans ses recueils *Montréal, son histoire et son architecture*, pour ne nommer que ceux-là...

Le multiculturel avec *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, une étude de l'INRS, *Population et territoire dans un contexte de croissance urbaine* par Guy Mongrain, *Hybridité culturelle* de Sherry Simon, la diversité du patrimoine multiculturel avec des ouvrages sur les Italiens, les Portugais, les Juifs.

Littérature et autres : Un roman peu connu de Robert Maltais, *Le Curé du Mile-End*, quelques bandes dessinées, et en cuisine : *The Mile End Cookbook* de Noah et Rae Bernamoff. Des annuaires du Mile-End 1997 et 1998, pour ceux qui veulent comparer avec l'occupation du territoire actuel, et les répertoires des mariages de Saint-Enfant-Jésus de 1867 à 1984, pour les chercheurs en généalogie...

Voilà un survol rapide des ouvrages concernant le Mile-End. Les archives contiennent aussi des documents précieux sur le Mile-End que vous pouvez consulter en ligne sur notre site dans Bibliothèque et archives. Au plaisir de vous recevoir pour y regarder de plus près !



DES NOUVELLES DE VOS ÉLU.E.S D'ARRONDISSEMENT



Un automne sous le signe des budgets participatifs

Les budgets participatifs du Plateau (250 000\$) et de Montréal (30 millions \$) culmineront cet automne avec leur période de vote. Ce sera l'occasion de vous faire entendre sur des projets imaginés par la population qui ont le potentiel d'améliorer significativement nos milieux de vie. D'ici la réalisation des projets qui seront choisis, vous pouvez déjà profiter de ceux issus du premier budget participatif du Plateau soit **le jardin du parvis du centre du Plateau** et **la bibliothèque d'outils La Remise à la Cité-des-Hospitalière**.

Pour tout savoir : <https://montreal.ca/sujets/budget-participatif>



Murale hommage à Michel Rabagliati produite par MU dans le cadre du festival BD au coin de Villeneuve et Saint-Denis sur l'appartement où il a créé son célèbre personnage Paul.

Photo : Olivier Bousquet

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal
201 Avenue Laurier E, Montréal, QC H2T 3E6



Marie Plourde
Conseillère de ville
Mile-End
marie.plourde@montreal.ca
514 872-8023 #2



Alex Norris
Conseiller de ville
Jeanne-Mance
alex.norris@montreal.ca
514 872-8023 #4



Marianne Giguère
Conseillère de ville
De Lorimier
marianne.giguere@montreal.ca
514 872-8023 #7



Luc Rabouin
Maire d'arrondissement
p.mr.bureau@montreal.ca
514 872-8023 #8



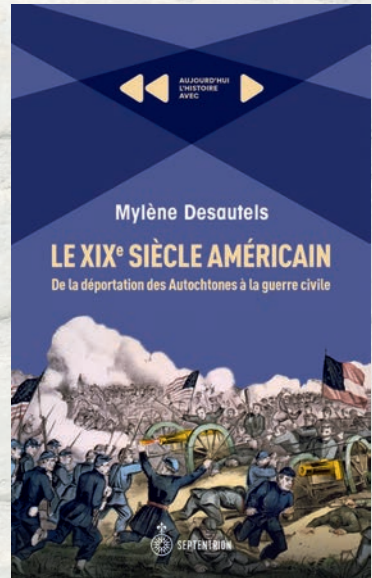
Marie Sterlin
Conseillère d'arrondissement
Mile-End
marie.sterlin@montreal.ca
514 872-8023 #3



Maeva Vilain
Conseillère d'arrondissement
Jeanne-Mance
maeva.vilain@montreal.ca
514 872-8023 #5



Laurence Parent
Conseillère d'arrondissement
De Lorimier
laurence.parent@montreal.ca
514 872-8023 #6



SEPTENTRION

TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca